

E.veil

Revue mensuelle d'e-veille documentaire en éducation et promotion de la santé
N°5 - Octobre 2009

Volet : thèmes de santé en fonction des axes prioritaires du PRSP de Poitou-Charentes Sommaire

@ Bulletin bibliographique

Alimentation/Nutrition : guide de bonnes pratiques pour les études régionales et locales	2
Enfants/Adolescents : santé des enfants et des adolescents : propositions pour la préserver - 2e éd.	2
[Personnes] Handicapés : les droits des personnes handicapées	2
Socio-économie : repères en Poitou-Charentes	3

@ E.point doc

Alimentation/Nutrition

- Un système de surveillance de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants depuis la naissance...	3
- ... mis en place par l'Unité de Surveillance et d'Epidémiologie Nutritionnelle (USEN), unité mixte de l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de l'Université de Paris 13 : missions, activités, offre documentaire disponible	4

Contraception/Lutte IVG : la « pilule du surlendemain » sur ordonnance et non remboursée 4

Education thérapeutique : suivi des patients diabétiques 5

Environnement et santé : passer de la conscience à l'acte 5

Lutte inégalités : guide pratique au service des acteurs locaux pour prévenir les discriminations dans l'accès au logement 5

Aide à domicile : un e-dossier de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS) 6

Santé au travail

- Le risque psychosocial : la première place dans les consultations de pathologies	6
- Lutte contre les risques psychosociaux	6
- 1ère édition du festival « filmer le travail » à Poitiers	7

Volet : thèmes de santé en fonction des axes prioritaires de Santé Publique de Poitou-Charentes

@ Bulletin bibliographique

Alimentation/Nutrition

Harmoniser les études en nutrition, un guide de bonnes pratiques pour les études régionales et locales.- Paris : Fédération nationale des observatoires régionaux de la santé, Ministère de la santé et des sports, juillet 2009; 83 p., glossaire, bibliogr.

Ce guide est **destiné** aux acteurs de santé impliqués dans le domaine de la nutrition et notamment, **aux organismes réalisant des études, aux responsables régionaux de la santé publique, aux membres des conférences régionales de santé, et aux élus des collectivités territoriales.**

Après un rappel de quelques bases indispensables à la réalisation d'études et d'enquêtes, ce guide propose sous la forme d'un ensemble de fiches thématiques, des méthodes et des références pour la réalisation d'études en lien avec le PNNS. **Des annexes** complètent l'ouvrage et facilitent son utilisation : **bilan des études régionales et locales** menées récemment, **enquêtes nationales**, liste de sites auxquels se reporter et liste d'organismes pouvant être consultés.

http://www.sante.gouv.fr/htm/pointsur/nutrition/guide_fnors_nutrition.pdf
http://www.sante.gouv.fr/htm/point sur/nutrition/guide_fnors_nutrition.pdf

Populations

Enfants/Adolescents

Santé des enfants et des adolescents : propositions pour la préserver - 2e édition.- Paris : INSERM, Coll. Expertise Collective, septembre 2009; 211 p.

Ce document constitue la deuxième édition de l'expertise opérationnelle réalisée par un groupe de travail réuni en 2003 par l'Inserm à la demande de la Caisse nationale d'assurance maladie des travailleurs indépendants (Canam) pour élaborer des **propositions d'actions de prévention et d'éducation à la santé pour les enfants et les adolescents.**

<http://lesrapports.ladocumentationfrancaise.fr/BRP/094000425/0000.pdf>

Handicapés

Les droits des personnes handicapées.- Actualités sociales hebdomadaires, n°2626, 2 octobre 2009, 140 p.

La revue Actualités sociales hebdomadaires a publié un numéro spécial consacré aux droits des personnes handicapées. **Cette deuxième édition indique les avancées sensibles qui ont été réalisées dans le domaine du handicap** (le droit à compensation, une définition juridique du handicap...). Des perspectives d'évolution sont étudiées pour améliorer l'emploi des personnes handicapées, scolariser les élèves handicapés et mener à bien le chantier de l'accessibilité de l'ensemble des locaux ouverts au public avec la mise en place en octobre 2009 d'un observatoire de l'accessibilité.

Accès gratuit pour les abonnés :

<http://www.ash.tm.fr/actualites/detail/16894/deuxieme-edition-du-numero-sur-et-quotles-droits-des-personnes-handicapees-et-quot.html>

(Disponible au CRES PCH&CODES86)

Socio-économie

Poitou-Charentes : Repères socio-économiques.- Poitiers : IAAT, septembre 2009; 34 p.

Cette étude confirme un vieillissement de la population, annonce un revenu net annuel moyen régional inférieur au revenu national et précise que le nombre d'actifs est inférieur au nombre d'inactifs.

Le taux d'emploi est légèrement supérieur à la moyenne nationale. Les services représentent le premier secteur d'activités alors que l'industrie reste un secteur porteur d'emplois. La crise économique et les mutations industrielles semblent avoir fragilisé les territoires.

L'étude montre également un fort dynamisme associatif et social avec une nette croissance de l'emploi associatif. Elle identifie les secteurs clés (construction navale, aéronautique et ferroviaire, métallurgie) et reconnaît un fort attrait touristique pour la région (La Charente-Maritime est le troisième département visité en France). L'IAAT note enfin un potentiel en recherche et développement et ressources humaines avec des secteurs de pointe dans les domaines des Sciences de l'ingénieur, de l'Agroalimentaire ou des Biotechnologies.

http://www.iaat.org/telechargement/reperes_economiques/presentation_2009_09_04.pdf

@ E.point doc

Alimentation/Nutrition

Dans le cadre de ses missions, l'Usen (Unité de surveillance et d'épidémiologie nutritionnelle) met en place un système de surveillance de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants depuis la naissance, par l'intermédiaire d'une enquête nationale susceptible d'être répétée de manière régulière.

Sa finalité sera d'évaluer les éventuels impacts des actions menées sur la promotion de l'allaitement maternel et la bonne alimentation de l'enfant. Ce système de surveillance est aussi nécessaire pour informer le public et orienter les politiques de santé publique.

L'étude est pilotée et financée par l'Institut de veille sanitaire. Elle s'intéressera plus précisément à :

- la fréquence, la durée et l'exclusivité de l'allaitement maternel,
- le type, la durée et les quantités utilisées de formules lactées du commerce,
- les modalités de diversification alimentaire,

Les recommandations préconisent dans tous les cas de ne jamais débiter la diversification avant 4 mois, et plutôt à partir 6 mois. L'étude a montré que l'âge au début de la diversification alimentaire a reculé entre 1997 et 2005, passant de 3,5 mois à 5 mois en moyenne chez les enfants non allaités. Reste que près de la moitié des enfants de 4 mois avaient déjà consommé d'autres aliments que du lait en 2005. Les premiers aliments consommés étaient de façon chronologique, les céréales pour bébés, les fruits écrasés ou en compotes, et les légumes (autres que la pomme de terre seule). La part des aliments « du commerce » a augmenté entre 1997 et 2005.

A nouveau, le recueil SFAE concerne uniquement les enfants non allaités. Epifane permettra de fournir régulièrement des données descriptives sur les modes d'alimentation, les pratiques de préparation des parents, l'âge et la durée de la diversification alimentaire, pour l'ensemble des enfants, qu'ils soient allaités ou non.

L'étude nationale prévue en 2011-2012 est précédée d'une étude pilote qui débutera à l'automne 2009.

<http://www.invs.sante.fr/surveillance/nutriton/epifane.htm>

L'unité de surveillance et d'épidémiologie nutritionnelle (USEN), unité mixte de l'Institut de veille sanitaire (InVS) et de l'Université de Paris 13, a pour mission la mise en œuvre de la surveillance de la consommation alimentaire, de l'état nutritionnel et de l'activité physique de la population vivant en France. Ces trois dimensions de la nutrition sont en effet d'importants facteurs de risque ou de protection de maladies chroniques telles que les maladies cardio-vasculaires, certains cancers, le diabète, l'ostéoporose...

Plus spécifiquement, ses activités doivent permettre de :

- décrire les facteurs nutritionnels de risque ou de protection dans la population,
- suivre l'évolution de ces facteurs nutritionnels,
- identifier l'émergence de facteurs nutritionnels déterminants en termes de santé publique,
- préciser leurs relations avec la morbidité et la mortalité,
- évaluer l'impact des actions de prévention sur ces facteurs nutritionnels, en particulier dans le cadre du Programme national nutrition santé (PNNS).

Sur son site, l'INVS met en accès libre les études du dossier Nutrition et Santé ...

- Étude nationale nutrition santé (ENNS), 2006-2007
- Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire, étude Abena, 2004-2005
- Prévalences du surpoids et de l'obésité chez les enfants de 7 à 9 ans, 2000 et 2007
- Alimentation et état nutritionnel en population générale à Mayotte, étude NutriMay, 2006
- Etude sur la santé et les comportements alimentaires en Martinique (Escal)
- Alimentation, état nutritionnel et santé mentale des personnes âgées en institutions (Étude Anais)
- Etude Nutrinet-Santé
- Epidémiologie en France de l'alimentation et de l'état nutritionnel des enfants (Epifane)

... Ainsi que les publications et des listes de liens de référence :

<http://www.invs.sante.fr/surveillance/nutriton/index.htm>

Contraception/Lutte IVG

La « pilule du surlendemain » sur ordonnance et non remboursée :

Depuis le 1er octobre, une nouvelle solution contraceptive d'urgence est disponible dans les pharmacies françaises. Réputée plus efficace que Norlévo, (utilisable jusqu'à 72 heures, la référence jusque là en matière de contraception d'urgence et fabriquée par le même laboratoire HRA Pharma), **EllaOne, pourrait prévenir une grossesse non désirée jusqu'à cinq jours** après un oubli de pilule ou une rupture de préservatif.

Pour le Mouvement français du Planning familial (Mfpf), cette nouveauté constitue « un réel progrès en matière de lutte contre les IVG ». Le Mouvement du Planning familial souhaite que la nouvelle pilule EllaOne soit délivrée sans ordonnance, remboursée par la sécurité sociale et gratuite pour les mineures, « dans les mêmes conditions que Norlévo ».

<http://www.leplanning13.org/spip.php?article320>

Education thérapeutique

Suivi des patients diabétiques :

.... Le dispositif Sophia généralisé en 2010

Dans son discours de présentation du Projet de loi de financement de la sécurité sociale (Plfss) pour 2010, Roselyne Bachelot a indiqué la **décision du gouvernement de « renforcer les actions de prévention primaire sur l'hypertension artérielle et sur les facteurs de risques cardiovasculaires et de généraliser les expériences d'éducation et d'accompagnement thérapeutique**, qu'il s'agisse du programme Sophia de la Cnamts ou de celui de la Mutualité sociale agricole ».

Impulsé en mars 2008, **Sophia est un programme d'accompagnement d'aide à l'observance** de l'Assurance maladie pour les personnes diabétiques en ALD. Ce nouveau service est **actuellement en phase d'expérimentation dans dix départements pilotes**, Seine-Saint-Denis, Sarthe, Loiret, Puy-de-Dôme, Alpes-Maritimes, Ariège, Haute-Garonne, Hautes-Pyrénées, Gers, Tarn. L'Assurance Maladie a choisi le diabète en raison de sa forte croissance et de l'enjeu majeur qu'il représente en terme de santé publique.

<http://www.sophia-infoservice.fr/>

... Et derniers repères épidémiologiques : Etude Entred 2007,

Comme la plupart des pays développés, **la France est confrontée à une augmentation de diabète de type 2 : 2,5 millions en 2007 contre 1,8 million de personnes en 2001**. Si le **taux de prévalence moyen** est de 4%, il est **supérieur à 12% pour les plus de 60 ans**. Dans le même temps, le suivi des diabétiques a enregistré des progrès importants et **l'état de santé des malades se serait largement amélioré avec un meilleur suivi des recommandations sanitaires**. Toutefois, **plusieurs indicateurs semblent insuffisants**, notamment **en matière de prévention**. Enfin, l'étude révèle que les remboursements de soins pour les diabétiques progressent chaque année d'un milliard d'euros environ. Ils atteignent 12,5 milliards d'euros en 2007, soit plus de 9% des dépenses de l'Assurance maladie, et une hausse de 80% depuis 2001.

L'étude produite par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (11 p.) :

http://www.ameli.fr/fileadmin/user_upload/documents/DP_Etude_diabete_vdef.pdf

Environnement

Environnement et santé : passer de la conscience à l'acte., thème du dossier central du Hors-Série n°3 de l'année, produit par le Groupement Régional de Promotion de la Santé de Nord Pas de Calais et publié en octobre 2009. 45 experts tentent de répondre aux questions formulées dans le sommaire de ce dossier de 56 pages.

<http://www.santenpdc.org/wp-content/uploads/2009/06/7-environnement1.pdf>

(L'intégralité du dossier est disponible au CRES PCH&CODES86)

Lutte inégalités : accès au logement

L'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé) et l'Action régionale pour l'information sur la formation et l'orientation (Arifor), GIP créé par l'Etat et la région Champagne-Ardenne, publient un **"Guide pratique au service des acteurs locaux - Prévenir les discriminations dans l'accès au logement"**. Facile d'accès, ce document pédagogique **visé tous les acteurs locaux** de l'habitat : **élus**, notamment ceux qui président les organismes HLM ou les commissions d'attribution, **opérateurs et professionnels du logement**, mais aussi **propriétaires privés** qui mettent un bien en location.

En dehors des adresses utiles qui ne prennent en compte que la seule région Champagne-Ardenne, le contenu du document est généralisable à l'ensemble du territoire **et poursuit trois objectifs** :

- **fournir les informations et conseils utiles** pour éviter des actes discriminatoires,
- **aider à repérer toutes les formes de discrimination** dans l'accès au logement ,
- **aider à identifier les acteurs nationaux, les contacts locaux et les personnes ressources.**

<http://www.efigip.org/telecharger/ressources/guide-discrim-logement.pdf>

Prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles

Aide à domicile : un e-dossier de l'Institut National de Recherche et de Sécurité (INRS)

L'INRS rappelle la grande **diversité des activités de l'aide à domicile**, exercées dans un milieu particulier : un cadre privé. Aussi, le **développement d'actions de prévention des risques professionnels présente de nombreux intérêts** : rendre le métier plus attractif, améliorer la qualité et la continuité des prestations, diminuer le nombre d'accidents du travail et des maladies professionnelles. Tous les acteurs ont un rôle à jouer... **Un panorama complet** :

[http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParIntranetID/OM:Document:D57B9C1C7C0E442AC125764A0052B349/\\$FILE/Visu.html](http://www.inrs.fr/inrs-pub/inrs01.nsf/IntranetObject-accesParIntranetID/OM:Document:D57B9C1C7C0E442AC125764A0052B349/$FILE/Visu.html)

Santé au travail

Le risque psychosocial : la première place dans les consultations de pathologies

L'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET) a publié le 7 octobre dernier, les **résultats des consultations de pathologies professionnelles pour l'année 2007**. Ces résultats ont été recueillis par le Réseau national de vigilance et de prévention des pathologies professionnelles (RNV3P, réseau financé par la CNAMTS, l'AFSSET, la MSA et l'InVS. Coordonné par l'AFSSET, ce réseau comporte 32 centres de consultation de ce type de pathologie en France. Il consolide les données anonymes de 100 000 consultations dans l'objectif de suivre et de dépister les maladies professionnelles émergentes. Il signale également aux ingénieurs de prévention des CRAM des situations à risques dans les entreprises en vue d'engager les actions correctrices.

La montée du risque psycho-social s'inscrit pour la première fois en tête des consultations pour pathologies professionnelles en France, avec 27 % des motifs de consultation. Ce résultat confirme les dernières données publiées par l'InVS qui illustrent la prévalence du mal-être au travail à 24 % chez les hommes et 37 % chez les femmes. **De nombreuses études ont déjà démontré que plus de 30 % des cas de problèmes de santé psychique sont attribuables au « job strain ».** Ici, les **médecins du travail du réseau RNV3P ont pu imputer au travail, la très grande majorité, soit 80 %, de ces pathologies.** Les autres causes de consultation montrent une très forte résistance au temps. Elles concernent les pathologies respiratoires (19 %), les maladies de la peau (15 %), les maladies du système ostéo-articulaire dont TMS (13%) et les cancers pour 9 %.

Communiqué AFSSET du 7 octobre 2009 :

<http://www.afsset.fr/index.php?pageid=452&newsid=496&MDLCODE=news>

Lutte contre les risques psycho-sociaux

Le ministre du Travail a présenté le 9 octobre, à l'issue de la réunion du Conseil d'orientation des conditions de travail (COCT), **son plan d'action d'urgence pour lutter contre les risques psycho-sociaux. Il va sommer les quelques 2 500 entreprises de plus de 1 000 salariés de conclure d'ici au 1er février des accords sur les risques psychosociaux, en s'inspirant de l'accord national signé en octobre 2008 par les partenaires sociaux** (Les Echos 9-10-09). Le ministre a finalement renoncé à menacer de sanctions financières les employeurs ne jouant pas le jeu. « Ce « bonus-malus » pourrait toutefois ressurgir si le bilan qui sera dressé début février 2010, est jugé insatisfaisant », prévient le quotidien. Xavier Darcos donne quatre mois aux entreprises pour passer des accords sur le stress - Les Echos du 9 octobre :

http://www.lesechos.fr/journal20091009/lec1_france/020166265159.htm

Officiellement **la CNAMTS annonce avoir reconnu 28 suicides sur les 72 demandes de reconnaissance** reçues en dix-huit mois (**entre janvier 2008 et juin 2009**), dont cinq sont encore en cours d'examen. Parmi ces demandes, 85 % les victimes étaient des hommes âgés en moyenne de 40 à 57 ans. Dans un cas sur deux, le suicide s'est produit au travail, selon l'étude qui ne porte que sur les entreprises privées.

28 suicides reconnus comme accidents du travail en dix-huit mois - Les Echos du 9 octobre :

http://www.lesechos.fr/journal20091009/lec1_france/020166364911.htm

1ère édition du festival : filmer le travail

La première édition du festival « Filmer le travail » a eu lieu du 3 au 8 novembre 2009 à **Poitiers**. Pendant une semaine, le festival a proposé plusieurs temps forts ouverts au public et aux professionnels : rétrospectives, compétition internationale de films, colloque, expositions, animations et un concours de scénarios documentaires. La volonté de diffuser une production cinématographique de qualité dans ce champ et ouverte à un large public est affichée.

Toute l'année les projections et les débats organisés par l'association "Filmer le travail" restent accessibles dans la rubrique "Programmation" ou bien sur le site de "l'Espace Mendès France", ou sur le site :

<http://www.filmerletravail.org/>